POUR LA DÉFENSE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

NON AUX MESURES DE RESTRICTION BUDGÉTAIRE

À l'heure où 40 Universités sur 72 sont en déficit, la situation budgétaire de l'Université Paul Valéry n'est en aucun cas la conséquence d'une mauvaise gestion. Si sa voisine, l'Université Montpellier 2, peut présenter pour l'exercice 2013 un budget à l'équilibre, c'est au prix de mesures de restriction aussi négatives pour son fonctionnement que celles envisagées par l'équipe de direction d'Anne Fraïsse afin d'atteindre l'équilibre. C'est bien contre le sous-financement chronique de nos établissements que nous nous battons et nous appelons l'ensemble des personnels des Universités montpelliéraines à se mobiliser pour défendre l'ESR !

 Le sous-financement chronique de nos établissements par le désengagement de l'État est à l'origine de la crise financière aujourd'hui médiatisée par le bras de fer qui oppose la Présidente de l'UPV à la ministre. Ce déficit chronique touche la majorité des Universités et résulte de l'application des lois LRU/Fioraso et du passage aux Responsabilités et Compétences Élargies (RCE). Cela rentre en contradiction avec les missions de Service Public de l'Université en remettant en cause l'offre de formation et le potentiel de recherche de nos Universités.

 La diminution de l'offre de formation à l'UM2 comme celle envisagée à l'UPV se caractérise notamment par la réduction du volume d'enseignements et de la qualité de formation, la fermeture des petites filières ou encore l'augmentation des effectifs dans les groupes de TD. Le non-financement de nombreux travaux de mise en conformité met en danger les personnels comme les étudiants (les TPs de l'IUT doivent se

faire désormais à la Faculté des Sciences !).

 La recherche au sein des Universités et des Unités Mixtes de Recherche est également mise à mal : -20% des crédits alloués aux laboratoires à l'UM2 en 2013, diminution des crédits pour l'accueil des professeurs et scientifiques étrangers, l'arrêt du financement des contrats doctoraux à l'UPV, etc.

 La réduction du personnel affecte plus particulièrement les précaires avec la suppression de postes d'ATER à l'UM2, le non-remplacement des contractuels, la réduction des vacations, l'arrêt de la titularisation mais surtout une prévision de gel total de la campagne d'emploi 2014 à l'UPV (-33 postes d'enseignants-chercheurs et -42 BIATSS). L'arrêt des remplacements pour congés de courte durée à l'UPV (dont congés maternités) impacterait négativement l'ensemble des services.

 Dans ce contexte, le budget 2014 de l'ESR vient renforcer la cure d'austérité avec une diminution de 0,46 %, soit ~120M€, soit la disparition d'une université de taille moyenne. La dotation consacrée à la recherche baisse de 1 %, soit ~83M€. On pourra donc s'attendre à une nouvelle diminution des crédits de base aux laboratoires et l'absence de développement de l'emploi scientifique. Comment dans ces conditions peut-on résorber la précarité, ou même envisager sereinement le devenir de l'ESR au regard de la jeunesse et des générations futures ?

 Pourtant, des ressources budgétaires considérables seraient disponibles si d'autres choix politiques étaient faits. Les *Crédit Impôt Recherche* (près de 7 Md€ en 2014 d'après la Cour des Comptes !) et *Crédit Impôt Compétitivité Emploi* font l'objet d'un énorme gaspillage sans aucun contrôle et représenteraient des dizaines de millier de postes.

LES FONDS EXISTENT, DEMANDONS UN AUTRE FINANCEMENT DE L'ESR□ !

APPEL À LA MOBILISATION POUR LE MARDI 15 OCTOBRE 2013□ :

-PARTICIPATION AUX AG ET AUX MANIFESTATIONS à l'appel du Comité de Mobilisation UM3 soutenu par l'intersyndicale de l'ESR de Montpellier (RDV 14h au Peyrou)

-CONVERGENCE DES LUTTES AVEC LES CORTÈGES CONTRE LA RÉFORME DES RET RAITES (Départ 14H30 au Peyrou)

Communiqué des syndicats du supérieur de la FSU Montpellier, le 14 octobre 2013